

Mesures complémentaires de soutien à l'agriculture

Jeudi 3 septembre 2015

Allocution de Manuel VALLS, Premier ministre

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, messieurs,

Le monde agricole fait face à un profond désespoir. Il s'exprime, aujourd'hui, dans les rues de la Capitale.

Nos éleveurs, nos agriculteurs doutent de la pérennité de leurs exploitations, et de l'avenir de leur profession. Nombreux se demandent si leur monde n'est pas en train de disparaître ...

Les crises du monde agricole, depuis 30 ans, ne peuvent pas être banalisées car aujourd'hui le désespoir étouffe des familles.

Il y a ce quotidien de privations, toujours plus de privations, la nécessité de tout sacrifier pour la survie de l'exploitation.

Il y a aussi l'humiliation - oui l'humiliation - de travailler, sans cesse, du lundi au dimanche, sans jamais partir en vacances, et malgré tous ces sacrifices ne pas parvenir à joindre les deux bouts. Humiliation, aussi, de se voir accuser - alors que l'on a respecté les règles - de polluer ou de maltraiter les animaux.

Alors, face à cela, il y a parfois la tentation de tout lâcher. Mais comment ? La ferme, l'exploitation, c'est souvent l'identité d'une famille, le fruit du travail des parents et des grands-parents. C'est un crève-cœur.

Mais moi, je veux dire au monde paysan : la France ne lâchera pas ses agriculteurs.

*

Le désespoir, l'humiliation, la colère, nous les entendons. Et, avec le Président de la République, nous y répondons. C'était l'objectif du plan de soutien de juillet. C'est l'objectif des mesures complémentaires que nous venons de prendre.

Tout sera mis en œuvre pour soutenir les agriculteurs et les éleveurs de notre pays ; pour leur permettre de vivre dignement de leur travail, de toucher les fruits de leurs efforts. Nous l'avons dit, une nouvelle fois, avec Stéphane LE FOLL, au président de la FNSEA, Xavier BEULIN, et au président des Jeunes agriculteurs, Thomas DIEMER, que nous avons reçus, ce matin.

*

Les difficultés du monde agricole, nous les connaissons.

- ✓ une concurrence internationale toujours plus forte qui met les agriculteurs à rude épreuve, y compris sur le marché français ;

- ✓ des prix d'achat qui ne cessent de baisser, alors que les efforts fournis, eux, ne cessent d'augmenter et ne permettent même plus de dégager un revenu décent.

Les difficultés, ce sont aussi :

- ✓ des exigences toujours plus fortes en matière de qualité, de respect de l'environnement ; ces exigences sont légitimes, mais elles obligent à des investissements lourds ;
- ✓ enfin, des règles nationales et communautaires complexes qui s'empilent depuis des années sans que la cohérence ne soit évidente.

Toutes ces difficultés ont été mises au grand jour par les crises conjuguées dans les trois secteurs du porc, de la viande bovine et du lait.

*

Nous sommes mobilisés pour que la France affirme son ambition, qu'elle demeure la première puissance agricole d'Europe, et que son modèle fondé sur la diversité soit préservé.

L'agriculture, c'est notre patrimoine, l'identité de nos territoires ruraux. Mais, c'est bien plus que cela. C'est aussi notre avenir, car elle est un formidable atout pour notre économie, pour l'équilibre de notre balance commerciale. Ainsi, malgré les difficultés des filières d'élevage, nos exportations vers les pays hors Union européenne ont augmenté de 10% au cours du 1^{er} semestre. C'est aussi ce message d'optimisme qu'il faut faire entendre. Nos agriculteurs, nos éleveurs ont des savoir-faire reconnus. Nos terres agricoles sont fertiles. Nos produits sont appréciés dans le monde entier.

Mais je le dis également : la profession agricole doit aussi s'unir, retrouver l'esprit interprofessionnel qui s'est perdu. Les agriculteurs ont besoin d'un aval fort et les industriels de l'agro-alimentaire ne tiendront pas s'ils n'ont pas d'agriculteurs sur notre sol. Il faut donc sortir des querelles de chapelle et penser à l'intérêt commun.

Dès le début de la crise, il y a 6 mois, le gouvernement a agi pour revaloriser les cours, en mettant en avant l'origine et la qualité des produits de France dans la restauration collective et la distribution, car ce qu'attendent nos éleveurs, c'est simplement de vivre de leur métier, grâce à des prix suffisamment rémunérateurs. Nous sommes le seul gouvernement à avoir conduit cette action dans l'Union européenne. Et nous ne relâcherons pas nos efforts.

En juillet, la France a également mis en place un plan de soutien à l'élevage. Là encore, nous sommes le seul pays d'Europe à l'avoir fait.

Aujourd'hui, au terme de plusieurs jours de consultations avec l'ensemble des organisations agricoles, nous avons décidé d'aller plus loin, de renforcer ce plan de soutien. Notre but : que les agriculteurs aient de nouvelles perspectives et qu'ils reprennent confiance.

*

Les agriculteurs n'ont pas besoin d'aides. Ils veulent des prix. Des prix acceptables, qui sont le reflet fidèle de leur travail.

La priorité, c'est donc encore et toujours d'enrayer la baisse des prix.

Stéphane LE FOLL, en étroite concertation avec les responsables des filières, maintiendra donc la pression pour que les engagements de hausses de prix annoncés par les industriels et les distributeurs soient tenus. Tout le monde doit respecter les règles du jeu, avec une juste rémunération pour chacun.

*

Nous voulons, également, répondre à l'urgence en aidant les éleveurs qui font face aux situations les plus difficiles et en ayant une attention toute particulière pour les jeunes agriculteurs et les petites et moyennes exploitations.

Nous allons donc augmenter les crédits d'urgence annoncés en juillet.

Pour l'année 2015, les prises en charge des intérêts d'emprunt s'élèveront à 100 millions d'euros. Les prises en charge des cotisations sociales seront triplées pour atteindre 50 millions.

L'urgence, c'est aussi répondre aux problèmes d'endettement.

Pour cela, une « **année blanche** » – c'est-à-dire un report total des annuités de 2015 – sera proposée aux éleveurs grâce à un effort accru de l'Etat et des banques. Une dotation supplémentaire viendra abonder le fonds d'allègement des charges (FAC) en 2015 et en 2016 pour accompagner la restructuration de la dette des éleveurs.

Les charges des agriculteurs doivent également être réduites.

Dès 2015, un alignement de la cotisation minimum maladie sur le régime des indépendants permettra une baisse d'environ 50 millions d'euros des cotisations sociales. Pour les plus petites exploitations, cela représente, dès cette année, une baisse de près de 500 euros. Au-delà, un chantier sera ouvert pour que la fiscalité agricole prenne mieux en compte la volatilité des prix agricoles, et favorise l'installation des jeunes agriculteurs.

Nous prenons, ainsi, des mesures immédiates pour résoudre les problèmes de trésorerie, d'endettement et augmenter les prix payés aux éleveurs.

*

Nous devons, également, mener un travail en profondeur pour moderniser leurs outils de production, améliorer la performance des exploitations et les conditions de travail, pour agir aussi sur la segmentation des produits, miser sur les énergies renouvelables. Pour mieux concilier, enfin, performance économique et écologique.

Pour cela, le Gouvernement a décidé de porter à 350 millions d'euros par an pendant trois ans les moyens publics de soutien à l'investissement, avec l'appui de l'Union

européenne et des régions – je réunirai d’ailleurs dans les prochaines semaines les présidents de Région autour de cette question car ils sont très mobilisés sur la modernisation de l’agriculture. Chaque année, un milliard d’euros permettront de soutenir l’investissement dans les exploitations.

Ce sont donc, au total, trois milliards d’euros en trois ans qui pourront être investis dans l’agriculture et l’élevage français.

J’attends également beaucoup d’un rapport qui me sera remis en septembre sur l’innovation en agriculture, et qui doit déboucher sur des mesures concrètes pour nos chercheurs, nos agriculteurs et nos industriels.

Un effort important sera enfin fait pour la modernisation des outils d’abattage-découpe en portant les subventions de l’Etat en 2015 de 20 à 50 millions d’euros. C’est essentiel pour conforter la compétitivité de filières à l’origine de nombreux emplois.

*

L’urgence, c’est aussi la simplification des normes.

Car l’excès de réglementations joue contre nos exploitations dans la concurrence européenne et mondiale. On m’a donné, une nouvelle fois, ce matin, des exemples concrets en matière de qualité de l’eau, d’entretien des cours d’eau, de qualité de l’air. Nous devons garantir à nos agriculteurs qu’ils sont soumis aux mêmes règles que nos voisins européens. Une nouvelle méthode sera définie pour février 2016, fondée en particulier sur la mise en place de tests et sur l’expérimentation. Le but est d’associer très en amont les professionnels agricoles à la définition des mesures qui les concernent.

Je le dis très clairement : il ne peut plus y avoir de sur transposition.

D’ici février – et c’est une pause – aucune mesure nationale allant au-delà des obligations européennes ne sera prise.

L’urgence, c’est enfin de s’assurer qu’il y a une convergence à l’échelle de l’Union européenne, que tous les Etats-membres tirent dans le même sens pour sortir de l’ornière.

Aujourd’hui, les éleveurs manifestent à Paris, avant-hier ils étaient à Munich : ne nous y trompons pas, la crise que nous vivons est européenne. Ce sera l’enjeu du Conseil européen des ministres de l’agriculture, qui se tiendra le 7 septembre, à l’initiative du Président de la République. Nous défendrons des mesures à effet immédiat pour faire remonter les prix : relèvement du prix d’intervention du lait, action en faveur de l’exportation, assouplissement de l’embargo sanitaire russe, notamment sur le porc. Nous sommes déterminés à ce que cette négociation aboutisse.

En ce qui concerne les négociations sur les accords de libre-échange, je le redis avec force : l'Europe doit défendre ses intérêts agricoles, promouvoir ses débouchés et éviter toute déstabilisation de ses marchés.

Mesdames, messieurs,

Tout notre pays est mobilisé pour ses agriculteurs, ses éleveurs, afin qu'ils puissent vivre de leur travail.

La mobilisation, c'est celle de l'Etat qui apporte aujourd'hui des solutions d'urgence complémentaires, des perspectives à plus long terme pour que la France tienne son rang dans ce secteur d'excellence.

La mobilisation, c'est aussi celles des collectivités, des élus, et enfin de tous les Français, qui connaissent la qualité de la viande de France, qui connaissent l'exigence du métier d'agriculteur, qui ont pour nos agriculteurs, de l'estime et de l'affection.

C'est un beau mot que celui de paysan. Pays, paysages, paysans : tout est intimement lié.

Alors, le message que je voudrais adresser aujourd'hui aux agriculteurs, aux éleveurs, c'est un message très fort et sincère : vous avez le soutien de toute la Nation.

Je vous remercie.

* * *